

En réaction à l'article de Henri Goldman « Mayeur et l'immigration », publié le 18 juin 2017 <http://www.revuepolitique.be/mayeur-et-limmigration/>

N'aboyons pas avec les loups; l'adage « baise la main que tu ne peux mordre » n'est pas le nôtre.

En politique plus qu'ailleurs, le réalisme s'accommode et s'accompagne de grands idéaux. La revendication du suffrage universel portée par la plate-forme Objectif 82 dès 1976, s'accompagnera d'une prise en compte croissante de l'immigration comme sujet politique. Il est un fait que le PS bruxellois a été l'un des premiers à comprendre l'importance de l'émergence d'un électorat issu des nouvelles migrations (principalement marocaines et turques à Bruxelles) et d'en saisir les opportunités.

Cette émergence s'est faite essentiellement par le biais de la naturalisation et dans une plus faible mesure par l'élargissement du droit de vote aux élections communales pour les ressortissants extracommunautaires en 2004.

Lors des élections communales de 1994 quasiment tous les partis traditionnels avaient intégré sur leurs listes des représentants des communautés d'origine étrangère. *Par rapport aux élections de 1988, le nombre d'élus d'origine étrangère a fait un bond de 1 à 16 à Bruxelles, de 1 à 5 en Flandre et de 1 à 6 en Wallonie. Lors des élections communales de 94, le PS eut le plus d'élus issus de ces communautés.* (suffrage-universel.be : la participation politique des allochtones en Belgique (1991-95))

Au sein du PS, les divergences des diverses fédérations sur le droit de vote aura pour incidence de faciliter la procédure de naturalisation comme seule entrée vers la citoyenneté politique. En 2000 lors du dépôt, à la Chambre d'une dernière proposition de loi pour l'élargissement du droit de vote aux ressortissants non-européens, quelques ténors du parti en Wallonie, surtout des communes rurales faisaient encore de la résistance à ce projet qui ne leur apporterait rien en terme de gain électoral.

A Bruxelles, la question reste légitimement posée ; le PS aurait-il autant prospéré sans le vote ethnique? Si cette conclusion s'impose, l'altruisme en politique n'aurait été alors qu'une imposture...

Par rapport à Jeunesse Maghrébine, le fil du récit nous semble un peu trop linéaire, la filiation avec le RDM est certes la genèse de l'engagement de quelques-uns des militants mais ceux-ci n'ont jamais été majoritaires au sein de l'association.

Lorsque la JM fut en difficulté en 87, la mobilisation a touché de proche en proche, groupes d'amis de quartier, cercles estudiantins et une large palette des milieux militants progressistes. C'est ainsi qu'une partie du monde associatif et quelques personnalités socialistes s'étaient aussi mobilisées pour sauver ce projet à l'appel de certains membres proches du parti sans encore y être affiliés.

Cette mobilisation touchera toutes les sensibilités apolitiques de gauche, socialistes, humanistes, socio-chrétiennes, communistes, Ptbistes et même du Parti Radical.

C'est dans l'élan de notre engagement social qu'un groupe de membres de l'association s'était affiliés à la section locale du PS saint-gillois avec l'objectif affiché de faire de l'entrisme et d'infléchir la politique de Charles Picqué. Certains y sont restés depuis lors (Khalid Zian avait sa carte dès 1988 comme il l'affirmera sur le site de la RTBF le jeudi 15 juin 2017), d'autres déchireront leur carte de membre après cette opération.

Le pluralisme par nature de l'action sociale permet des collaborations qui transcendent les clivages au sein de la gauche dans une réelle diversité politique.

Le PTB déjà fort ostracisé à l'époque par le PS, le sera également par certains membres au sein de la JM mais des liens avec le Centre International du Boulevard Lemonnier ont existé, le MOC sera indirectement présent au sein de l'association à travers un permanent et son réseau, le Parti communiste via certaines actions communes avec l'asbl « La Coulée douce, Centre de Jeunes » et l'UPJB (l'Union des Juifs Progressistes de Belgique qui s'inscrit dans une longue tradition communiste) fut l'un des partenaires le plus régulier de nos activités. Même le Parti Radical s'est invité comme sujet de discussion et s'est associé à nos collectes de fonds lorsque l'un de nos membres a rejoint ses rangs.

Ainsi lorsque l'association organisait des rencontre-débats politiques à l'occasion des élections, elle prenait soin d'inviter un représentant de chaque « grands » partis traditionnels (CDH, MR, Ecolo et PS)

Jamais le PS n'aura bénéficié d'une tribune, pas plus Yvan Mayeur malgré l'engagement d'un des membres fondateurs, en tant que collaboratrice parlementaire.

Le pluralisme de l'association et son ouverture ont été une réalité.

Il est difficile d'affirmer aujourd'hui que l'association n'aura été qu'une simple officine du PS bruxellois. Certes Yvan Mayeur, engagé activement au PS de la Ville de Bruxelles, et dont le statut de membre de la Jeunesse Maghrébine reste encore à vérifier aux travers des archives, finira par faire sienne la proposition émise par les membres de la JM d'introduire des personnes d'origine maghrébine sur les liste du PS pour promouvoir l'intégration politique et contrecarrer les discours teintés de racisme qui s'exprimaient encore ouvertement aux seins même des sections locales et remontaient jusqu'à la fédération bruxelloise du PS. La mise en application de cette proposition portera sur les listes une employée mi-temps de l'association, Mme Laghmiche-Hariche Faouzia, sans aucune notoriété et jamais politisée auparavant mais seule personne proche de l'association et habitant à Bruxelles. Le vote ethnique ayant fait son travail, elle sera élue et siègera dès 1994 dans les rangs du PS au conseil communal au coté d'Yvan Mayeur et comme échevine à partir de 2001.

D'autres franchiront le pas de l'engagement politique d'initiative: Amidou Si M'Hammed rejoindra Ecolo en 94 en tant que candidat d'ouverture, Fadila Laanan rejoint le PS en 93 et travaillera dans divers cabinets ministériels socialistes. D'autres enfin resteront plus discrets sur leurs affiliations politiques.

La discussion historique reste ouverte, la question de la dimension politique de l'engagement au sein de l'association fait aujourd'hui l'objet d'un travail de fin d'études en Histoire à l'ULB de Mme Iman Taoud sous la direction d'Anne Morelli.

Autour du projet de Jeunesse Maghrébine, le hasard mais surtout la volonté d'améliorer les conditions de vie des personnes issues des migrations maghrébines ont rassemblé des militants et des permanents qualifiés et parfois même surqualifiés payés au barème minimal, qui ont porté ce projet en lui conférant la notoriété qui fut la sienne.

Le PS puisera abondamment pour panacher ses listes parmi les leaders associatifs. Le vivier intellectuel que fut la JM qui déploya une grande dynamique dans son action de terrain – rappelons qu'en 88-89, le projet Avicenne est moribond et sera redynamisé et renforcé par l'implication active des membres de la JM au sein du CA et de l'assemblée générale - était aussi un gisement de voix potentiel et une référence crédible pour porter la représentation politique. Les premiers éléments à émerger, les plus chanceux ou les plus entreprenants décrocheront un job politique.

A l'instar des autres partis, il en fera de même sur tout le territoire et dans tous les secteurs associatifs jusqu'à siphonner les cadres de l'associatif laïque de l'immigration maghrébine, laissant l'engagement social aux associations religieuses.

Aujourd'hui, il est légitime de se poser la question de l'impact du débauchage d'un grand nombre de cadres par les partis traditionnels sur l'appauvrissement du mouvement associatif laïc maghrébin à Bruxelles. La wahabisation des esprits et des espaces communautaires que tout le monde semble regretter ne serait-elle pas l'une de ces conséquences ?

Le puisage du personnel associatif maghrébin pour le remplissage des listes à Bruxelles n'a pas profité à la JM. D'ailleurs cela n'a jamais été des candidats portés par la JM avec un projet collectif mais des initiatives individuelles sans retombées concrètes. Pire encore lorsque notre action s'en retrouvait freinée par certains anciens membres et permanents une fois montés sur les bancs de la majorité après avoir quitté l'association avec heurts et fracas.

Autre constat qui souligne une fois de plus l'ambiguïté du PS bruxellois à l'égard de la JM, l'association n'a jamais pu bénéficier d'un soutien pérenne même lorsqu'elle entretenait des relations de collaboration cordiale. Ainsi malgré les moyens colossaux de la ville de Bruxelles et de son CPAS (l'actualité nous dévoile que même le privé à but purement lucratif a pu bénéficier de la générosité du CPAS dans le cas de l'appart-hôtel de la rue de Pavie n°18 jouissant d'un bail emphytéotique symbolique ; la Meuse 13 juin 2017) on ne nous a jamais proposé un local adéquat à un prix qui aurait permis d'alléger le budget et de soutenir la viabilité du projet, et ce malgré de nombreuses demandes de l'association.

Sans doute que l'association n'a jamais donné les gages de loyauté inconditionnelle en usage au sein de l'appareil politique, car en interne la consigne est de verrouiller les structures associative où le PS est majoritaire, tel sera bien le destin du projet du centre culturel de l'Espace Magh.

Bruxelles le 5 juillet 2017

Anciens membres et administrateurs :

Mustapha Bentaleb

Françoise Fierens

Zoulika Atarhouch

Mohamed Bellafki

Jehan de Meester